Classe ouvrière, monopoles et VIe Plan

Forte croissance, impliquant industrialisation, et rajeunissement des structures, tels sont, à notre sens, les axes directeurs du programme proposés (*Journal Officiel*, 10-7-70) par les gaullistes, en vue de l'élaboration définitive du VI^{e} Plan.

Certes, il s'agit encore d'un beau programme; une question se pose au préalable: quelles motivations en dictent le contenu?

Lutte du Capital sur deux fronts

À l'extérieur: l'inflation galopante, résultant, d'une part, du déficit budgétaire U.S. — lequel représente actuellement cinq fois environ le chiffre d'affaires de la sidérurgie française pour 1970 — d'autre part de la dégradation du marché monétaire, effet de la baisse réelle du taux des profits, tendrait à paralyser les groupes capitalistes industriels, si n'était préconisée une politique économique défensive, requérant équilibre et efficacité donc stabilisation, dans un premier temps, puis, détérioration du niveau de vie des travailleurs.

À l'intérieur, les mêmes groupes capitalistes se voient menacés, depuis quelques années déjà, par deux facteurs:
- une désaffection croissante de la main-d'œuvre, pour leur domaine au profit du «tertiaire»;
- une incurie patente des politiques économiques antérieures, en matière d'infrastructures (routes, transports, télécommunications...).

Le constat interne explique la formulation de deux impératifs:

1. mise en œuvre d'une politique de l'emploi,

2. recherche de l'efficacité en matière d'investissements publics.

A. — Politique de l'emploi

Définie comme «instrument» de la croissance, elle comporte plusieurs niveaux d'action.

Le «plein emploi»

La logique gaulliste est la suivante: le chômage résulte pour l'essentiel d'un «mouvement défavorable à l'orientation» des travailleurs. Ce à quoi on remédie par «l'information», elle-même génératrice d'une meilleure utilisation des forces du travail, condition de la croissance, elle-même condition du plein emploi.

La croissance implique nécessairement des «accidents d'emploi» (sous-qualification, chômage) **«risques inhérents aux aléas de l'économie» en croissance.**

De cet ensemble de citations, il ressort que croire au plein emploi dans un système économique aussi aléatoire n'est qu'un leurre.

La croissance d'un tel système n'y change rien de plus.

Donc pour les travailleurs croissance du capital égale chômage.

L’amélioration de la condition ouvrière

Citons d'abord

«L'amélioration des conditions de travail est une nécessité pour parvenir à un emploi plus satisfaisant puisque les pénuries constatées sont souvent liées à une désaffection grandissante pour les conditions de travail proposées.»

Pour pallier cette «désaffection» les gaullistes «lancèrent» la mensualisation.

«A contrario», ils n'hésitent pas à proclamer qu'il leur faudra «développer les services aux entreprises» parmi lesquels se classe le «travail temporaire».

Une remarque cependant: le travail temporaire contredit à la fois

1. la fameuse politique (voir plus haut) du plein emploi, car la majorité des «temporaires» ne travaille qu'à 60% ou 70% de l'année, et,
2. la campagne de mensualisation, car sur les plans: sécurité de l'emploi, condition de travail, «l'horaire» est un mensuel pour le «temporaire».

Dès lors, le triptyque: mensualisation, plein emploi, croissance (des dividendes bien sûr!). n'est qu'une farce, et une farce de plus du VI^{e} Plan.

La formation professionnelle

Formation «accélérée», à moindre coût, d'une minorité de travailleurs, permettant «conversion» plus rapide, donc «mobilité», donc interchangeabilité à tout moment, telle est l'orientation proposée pour le VI^{e} Plan.

En outre, il est nécessaire de souligner que «la formation professionnelle est pour une grande part une politique conjoncturelle. L'ampleur des actions à mener sera déterminée par le rythme et la régularité plus ou moins grande de la croissance».

Formation professionnelle sans consistance, soumise à la discrétion des groupes capitalistes industriels, à des fins de profit substantiel, tels sont les pendants de la fameuse «formation permanente».

Réduction de la durée du travail

D'un côté:

«Devra être étudiée la possibilité d'un abaissement de la durée hebdomadaire maximale du travail fixée depuis 1966 à 54 h.»

Nous informant que cet «abaissement» sera de l'ordre de 1h30, la clique gaulliste n'en cache pas moins le coût (0,20% par an des possibilités de croissance).

De l'autre:

C'est au prix «d'un effort accru d'épargne» ou «de modération de la consommation des ménages» que cette perte pourra être compensée.

Conclusion:

À profit égal, la réduction de la durée hebdomadaire du travail, passe par la détérioration du niveau de vie des travailleurs et de leurs familles.

B. – Les orientations de la «politique des fonctions collectives»

Prestations sociales, biens d'équipements, sont volontairement sacrifiés au bénéfice des secteurs à forte productivité (secteur industriel bien entendu!).

Ces orientations s'inscrivent dans le cadre d'une politique d'ensemble dénommée: «levée des blocages structurels».

la santé

Éliminer les «excès» de la consommation des médicaments, restreindre le champ des produits remboursés, (en garantissant toutefois l'évolution des marges des officines), réduire les

délais de séjour hospitalier voilà ce qu'il faut entendre par santé des travailleurs durant le VI^{e} Plan.

Cependant, cette politique ne tardant pas à accroître le rôle économique des mutuelles (véritables banques d'affaires) et ce, par le jeu de la dégradation des remboursements effectués par la Sécurité sociale, permettra un financement accru des groupes industriels.

Les logements

Dans ce domaine «le retour à la liberté» des loyers, «la réforme de la fiscalité foncière», **la suppression des droits attachés à l'occupation** permettront la construction de 510.000 logements terminés, par an, durant les cinq années à venir.

Si d'autre part la réalisation de ce programme... est entachée d'incertitude (ce qui veut dire en clair que le chiffre proposé, déjà insuffisant, sera loin d'être retenu) le VI^{e} Plan n'en vise pas moins à restaurer la curée des trusts immobiliers, et ce bien entendu dans le seul souci de recherche de la compétitivité.

Les transports

Le «développement dynamique» des transports collectifs, bien que «nécessaire», sera largement supplanté par celui de l'industrie automobile qui dans le cadre de la métallurgie constitue un des secteurs préférentiels de l'aide de l'État.

La S.N.C.F., pour sa part, concentrera «le développement de son activité ferroviaire sur ses secteurs rentables».

Belles illustrations de la maxime:

«Toute aide publique doit viser à déboucher sur une rentabilité durable.»

En guise de conclusion

Si, comme le précise le rapport sur les orientations du VI[e] Plan. «L'esprit même du Plan, la nature et la hiérarchie des objectifs, **l'ampleur et la répartition de l'effort à accomplir** pour les atteindre **dépendent de l'idée que l'on se fait de la France**», nous avons vu, en effet, que cette même idée est celle de la naissance des dividendes réalisés par la réduction de la consommation des ménages ouvriers et la dégradation des équipements collectifs.

C'est dans ce sens que doivent être compris des mots tels que: «concertation», et «développement des procédures contractuelles».

Étouffer les luttes par la collaboration des classes, voilà ce qu'il faut entendre par répartition de l'effort (en plus du fait que ce sont les seuls travailleurs qui assurent la production des richesses de la France).

Les travailleurs ne seront pas dupes de cette politique.

La Commission économique